
Actes de la troisième Conférence internationale sur la Francophonie économique

VERS UNE ÉCONOMIE RÉSILIENTE, VERTE ET INCLUSIVE

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 16 – 18 mars 2022

**LES DETERMINANTS DE L'ÉPARGNE DES MÉNAGES RURAUX EN CÔTE
D'IVOIRE**

CHRISTIANE PELAGIE OSSIN

Doctorante à l'Unité de Formation et de Recherche en Sciences Économiques et de Gestion (UFR-SEG), de l'Université Félix Houphouët Boigny (UFHB) d'Abidjan en Côte d'Ivoire
christossin@gmail.com

RÉSUMÉ – L'épargne des ménages a fait l'objet de plusieurs études. Mais, on sait peu sur l'épargne des ménages ruraux. Cet article analyse les déterminants de l'épargne des ménages ruraux en Côte d'Ivoire. Il s'appuie sur le modèle Tobit simple et utilise les données de l'ENV (2015). Les résultats montrent que le revenu, l'exercice d'une activité autre qu'agricole, la détention d'un compte d'épargne, le non accès au crédit, et l'alphabétisme restent les principaux déterminants de l'épargne rurale en Côte d'Ivoire.

Mots-clés : Epargne rurale, déterminants, Tobit simple.

Les idées et opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne représentent pas nécessairement celles de l'OFE ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité de ou des auteurs.

1. Introduction

L'épargne des ménages joue un rôle capital dans le financement de la croissance économique des pays. Indéniablement, elle est considérée comme la principale source intérieure de fonds pour financer l'investissement en capital. Cependant, dans les pays en développement (PVD) et notamment d'Afrique Subsaharienne (ASS), le niveau de mobilisation de l'épargne des ménages est très faible. De ce fait, la plupart de ces pays ont, pendant longtemps, fait appel à l'épargne étrangère comme une solution pour résoudre le problème de financement de leur économie (Nurkse, 1953). Toutefois, ce mode de financement a atteint ses limites aujourd'hui du fait de l'augmentation du fardeau de la dette. Face à cette limite, de nombreux économistes dont les économistes du développement et comportementalistes (Rutherford, 2002 ; Thaler, 2004 ; Banerjee et Duflo, 2011 ; Chowa et al., 2012 ; Karlan, 2014 ; Brunie et al., 2017 ; Mwansaki et al., 2017) recommandent la mobilisation efficace de l'épargne des ménages surtout des ménages ruraux dans le processus de la croissance économique des pays en développement.

Dans la littérature économique, plusieurs études effectuées aussi bien dans les PVD que dans les pays ASS, soutiennent qu'en matière d'accessibilité aux services financiers de base, les zones rurales sont les plus défavorisées (Demirgüç-Kunt, 2014). En effet, les marchés d'épargne, de crédit et d'assurance ne sont pas bien développés et « civilisés » en zones rurales (Azeref et Gelagil, 2018). Plusieurs raisons sont évoquées à cet effet. Dans ces zones, les ressources des ménages ruraux proviennent essentiellement des revenus des activités agricoles et artisanales. Or, les fluctuations économiques et les risques climatiques entraînent d'importantes variations de revenus et exposent les ménages ruraux à de graves difficultés et défis. De plus, la couverture sociale est restreinte et les barrières liées à l'information et la formation des ménages ruraux, les empêchent à épargner davantage dans les institutions financières formelles ou à réagir aux incitations qui favorisent l'épargne (Dejene, 2003 ; Guérin, 2018). Cependant, au-delà de leur faible revenu, les ménages ruraux épargnent principalement dans des institutions d'épargne informelles présentant un fort potentiel d'accessibilité (Dauner, 2004 ; Teshome, 2013).

En Côte d'Ivoire, à l'instar des pays d'Afrique Subsaharienne, le niveau de l'épargne domestique, estimé à 20,3% en 2018¹, apparaît insuffisant pour financer l'investissement en capital. Afin de pallier ce problème, il convient d'accroître l'épargne des ménages, notamment ceux vivant en zone rurale. A priori, compte-tenu du taux élevé de pauvreté en zone rurale ivoirienne soit 56,8% (ENV, 2015), l'accessibilité limitée des institutions financières formelles et l'incertitude qui caractérise la vie des populations rurales, l'épargne rurale n'existerait pas. En outre, aucune ligne comptable dans le pays ne retrace les informations la concernant. Toutefois, selon la base de données mondiale Findex de 2017, 6% des personnes âgées de 15 ans et plus ont épargné dans une institution financière au cours de l'année précédente en zone rurale ivoirienne. Cependant, si nous partons de la définition selon laquelle, l'épargne est l'argent mis de côté, 46% ont déclaré avoir mis de l'argent de côté et 17% ont dit épargner via une tontine ou auprès d'un proche de la famille (Demirgüç-Kunt et al, 2018). De plus, les données de l'ENV (2015) montrent qu'en fin d'année précédant l'enquête, 36,28% des chefs de ménages enquêtés ont mis de l'argent de côté en zone rurale ivoirienne. Ces chiffres témoignent de l'effectivité d'une épargne rurale en Côte d'Ivoire qui est

¹ <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/CIV/fr/NY.GDS.TOTL.ZS.html>

plutôt détournée du marché financier formel. Cependant, il existe peu de travaux sur les déterminants de l'épargne rurale en Côte d'Ivoire.

C'est au vu de tout ce qui précède, que cet article se propose d'analyser les facteurs explicatifs de l'épargne rurale en Côte d'Ivoire. Cette étude est menée à partir des données de l'enquête sur le niveau de vie des ménages réalisée en Côte d'Ivoire en 2015 (ENV, 2015) par l'Institut National de la Statistique (INS). Les résultats obtenus à partir de l'estimation du modèle Tobit simple montre que, les hommes en activité ont plus de facilité à épargner par rapport aux femmes et les ménages de grande taille et ceux dont le chef de ménage est âgé épargnent moins. Par ailleurs, le revenu, l'exercice d'une activité autre qu'agricole, la détention d'un compte d'épargne, le non accès au crédit, et l'alphabétisme restent les principaux déterminants de l'épargne rurale en Côte d'Ivoire. Nos résultats semblent se confirmer tant pour les ménages ruraux des zones de savane que forestière, et tant pour les ménages exerçant une activité agricole que pour ceux exerçant une activité non agricole.

L'intérêt de mener cette étude est d'abord, combler le manque d'information relative à l'épargne des ménages vivant en zone rurale ivoirienne. Ensuite, emmener les professionnels habilités à établir les comptes de la nation, à faire la distinction entre l'épargne mobilisée en zone rurale et celle mobilisée en zone urbaine. Cette distinction est utile, compte tenu de la spécificité du milieu rural, pour mieux apprécier l'épargne rurale en général et les facteurs qui la déterminent en particulier ; afin de mettre en place, une politique d'offre de service financier formel en adéquation avec les attentes des ménages ruraux. Enfin, montrer le désaccord sur les conclusions de certaines études selon lesquelles, les pauvres ou personnes à faible revenu seraient attirés vers les marchés financiers via le crédit.

Sur la base des résultats obtenus, l'étude suggère que le gouvernement initie des programmes alphabétisations à l'endroit des populations rurales et fournisse du matériel éducatif et des bourses aux élèves et étudiants. En outre, les professionnels du développement doivent mettre en place des programmes d'appui aux activités génératrices de revenu axées sur l'entrepreneuriat féminin. Aussi, aux autorités financières de favoriser la mise en place d'une chaîne de valeur dans le domaine de la finance inclusive. Cette chaîne fera intervenir ces quatre principaux acteurs, à savoir les populations, les groupes et associations villageoises d'épargne et de crédit, les microfinances et les banques commerciales.

La suite de cet article se présente en trois parties. Deuxièmement, la revue de l'existant est exposée ; troisièmement, la méthodologie et les résultats sont présentés ; et quatrièmement, la conclusion et quelques recommandations de politiques économiques sont proposées.

2. Revue de l'existant

Partant de l'importance de l'épargne dans la littérature économique, nous exposons ensuite au niveau théorique et empirique les facteurs susceptibles d'influencer la décision d'épargner des ménages.

2.1- L'importance de l'épargne dans la littérature économique

Dans la littérature théorique économique, la question de l'importance de l'épargne des ménages a eu deux orientations. Ces deux approches constituent la référence dans la littérature. D'un côté, l'approche des classiques et des néoclassiques et de l'autre côté, l'approche keynésienne. Les classiques et néoclassiques accordent une grande importance à l'épargne tandis que les keynésiens lui accordent une importance mineure. En effet, les classiques, à l'instar des travaux menés par Say (1803), disent que l'épargne des ménages joue un grand rôle dans l'activité économique. Pour eux, l'épargne est une abstinence, un renoncement à la consommation présente pour une meilleure consommation à venir. Les néoclassiques abordent dans le même sens que les classiques, car pour eux, l'épargne est une source d'accumulation de capital, par extension, une source de création de richesse. Cependant, cette assertion ne fait pas l'unanimité car pour Keynes (1936) et ses alliés, l'épargne est soupçonnée d'être une variable déstabilisante à court terme puisqu'elle est susceptible de réduire les débouchés anticipés. Ainsi, Keynes pense que, l'épargne n'est qu'une composante résiduelle dans l'affectation du revenu. En d'autres termes, c'est un résidu. Elle n'est donc pas la variable à privilégier. Toutefois, après l'ère keynésienne, l'importance de l'épargne dans l'activité économique sera reconsidérée. Car pour certains théoriciens de la croissance tels que Harrod-Domar, Passenitti et bien d'autres, abordant dans le sens des classiques et néoclassiques, l'épargne est d'une grande importance dans l'analyse de la croissance. Aujourd'hui, les récents développements économiques sur l'épargne des ménages réalisés par les économistes comportementalistes (Thaler, 2004 ; Karlan, 2014) et du développement (Banerjee et Duflo, 2011) montrent le rôle crucial de l'épargne dans tout processus de développement d'un pays, d'une région et même d'un ménage. Pour eux, l'épargne est très importante et contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations par conséquent à réduire la pauvreté.

Au total et vu tout ce qui précède, malgré les divergences observées sur la question de l'importance de l'épargne dans l'activité économique, nous retenons de cette première analyse que l'épargne joue un rôle primordial dans le processus de développement surtout ceux des pays en développement. De surcroît, les nombreux travaux réalisés par les économistes du développement et les économistes comportementalistes l'attestent. Ces auteurs se sont intéressés à montrer l'importance de l'épargne dans le développement des pays africains. Et, c'est justement dans cette perspective que s'inscrit notre analyse. Ainsi, après avoir montré l'importance de l'épargne dans l'analyse économique, ce qui suit portera sur les facteurs qui la détermine.

2.2- Les déterminants de l'épargne rurale

2.2.1- Eléments théoriques

La revue théorique sur les déterminants de l'épargne des ménages met en évidence plusieurs facteurs à savoir monétaires, économiques, sociodémographiques, psychologiques, géographiques et culturels. En effet, le facteur monétaire est mis en avant par le système classique à partir des travaux menés par Say (1803) sur la loi des débouchés. Cet auteur annonce que l'épargne est entièrement expliquée par le taux d'intérêt. Lorsque celui-ci est élevé, les gens ont tendance à épargner davantage contrairement à lorsqu'il est faible. Ainsi, le taux d'intérêt apparaît comme la variable déterminante de l'épargne chez les classiques, c'est la rémunération de cette abstinence.

Mais, cette thèse soutenue par les classiques est remise en cause par Keynes (1936). Pour lui, l'élément déterminant l'épargne des ménages n'est pas le taux d'intérêt mais plutôt le revenu courant. C'est-à-dire, dès que l'individu ou le ménage perçoit son revenu courant, il consomme d'abord et la partie de son revenu courant qui n'est pas affectée à sa consommation immédiate constitue son épargne. Par conséquent, lorsque le revenu augmente, le niveau de l'épargne augmente également. Il parle alors de l'effet-revenu. En outre, Keynes affirme que, le taux d'intérêt bien que n'expliquant pas l'épargne des ménages, permet de faire l'arbitrage entre la thésaurisation, l'investissement ou un placement financier. Quant au post keynésien avec les travaux de Duesenberry (1949), l'épargne est plutôt expliquée par le revenu relatif et non par le revenu courant tel que postulé par Keynes. Pour lui, l'épargne est déterminée par le revenu qui dépend de la classe sociale ou du groupe social de référence. Cet auteur introduit dans l'analyse de l'épargne des ménages le facteur sociologique. Contrairement à ses prédécesseurs Friedman (1957), appartenant au courant néoclassique, annonce que l'épargne dépend du revenu permanent. Ce revenu qui tient compte du revenu antérieur et du revenu espéré. Cet auteur parle de l'effet richesse et introduit la notion de patrimoine dans l'analyse de l'épargne des ménages. Selon l'hypothèse du cycle de vie développée par Ando et Modigliani (1963), l'épargne est expliquée par certains facteurs structurels, sociodémographiques tels l'âge, l'espérance de vie, l'âge de la retraite, etc. En effet, dans leurs travaux, ces auteurs intègrent l'aspect temporel dans l'analyse du comportement d'épargne des ménages et résument la vie de l'individu en trois périodes. D'abord, la période d'inactivité où l'individu n'épargne pas parce qu'il n'a pas de revenu. Ensuite, la période active où l'individu épargne pour satisfaire ses besoins et assurer les vieux jours. Enfin, la période de l'après retraite où l'absence de revenu ne permet pas à l'individu d'épargner.

Ces modèles théoriques keynésien et néoclassique ont été largement élaborés dans les pays développés pour mettre en évidence les déterminants de l'épargne. Cependant ces modèles restent insuffisants pour expliquer l'épargne et les facteurs la stimulant dans les pays en voie de développement (PVD) notamment dans les pays d'ASS (Teshome et al., 2013). Par ailleurs, certaines études ont montré spécifiquement que les hypothèses de cycle de vie et de revenu permanent ne sont pas adaptées pour analyser le comportement d'épargne des ménages dans les pays à faibles revenus (Dauner, 2004). C'est pourquoi, l'analyse contemporaine sur la question de l'épargne des ménages dont les tenants sont les économistes comportementalistes et de développement mettent en avant d'autres facteurs susceptibles d'expliquer l'épargne des ménages. Les auteurs de l'économie comportementale estiment que l'épargne des ménages s'explique par certains facteurs psychologiques (la rationalité et la maîtrise de soi). A cet effet, ils proposent un programme destiné à aider les gens à prendre des décisions concernant leur épargne (Thaler, 2004). Les économistes du développement abordent dans le même sens que les économistes comportementalistes. Pour eux, il faut intervenir pour concevoir des programmes prescriptifs efficaces pour les décisions économiques importantes (Banerjee et Duflo, 2011).

Au total, après la revue sur les éléments théoriques des déterminants de l'épargne des ménages, par rapport à tout ce que disent ces courants de pensées, nous pensons que les déterminants monétaires seuls ne permettent pas d'expliquer l'épargne des ménages ruraux. Car, dans les zones rurales, les banques et institutions financières n'existent pratiquement pas. De plus, aucune bourse de valeur existe dans les zones rurales africaines. Alors, pour appréhender l'épargne des ménages ruraux, d'autres facteurs doivent être pris en compte tels que le patrimoine, les facteurs sociodémographiques et culturels. Toutefois, la plupart des études qui traite de l'épargne rurale se focalise sur l'inclusion financière, l'accessibilité des banques, la participation des populations au

marché financier et autres. Il y a donc un manque de connaissance sur les déterminants de l'épargne rurale. Cependant, certains auteurs tels que Abdelkhalek et al (2012), se sont intéressés à cet aspect du sujet, ce qui nous conduit à inscrire notre démarche dans cette perspective afin de combler le vide existant sur les déterminants de l'épargne rurale dans le cas spécifique des pays d'ASS.

2.2.2. Eléments empiriques

Au niveau empirique, quelques auteurs ont travaillé sur les déterminants de l'épargne des ménages ruraux. Azeref et Gelagil (2018) dans leur étude intitulé « Determinants of Rural Household Saving: The Case of North Shewa Zone, Amhara Regional State, Ethiopia » publié dans Journal of Investment and Management soutiennent que, l'épargne joue un grand rôle dans le développement économique des pays. Ils utilisent des données d'enquête de 150 répondants et s'appuient sur la méthode des Moindres Carrés Ordinaires pour aboutir à la conclusion que les déterminants de l'épargne des ménages ruraux sont multiples et variés. En outre, leur étude confirme l'hypothèse du cycle de vie. Et, l'éducation du chef de ménage, le nombre de têtes de bétail, la taille des terres, le sexe et l'état matrimonial du chef de ménage affectent de manière significative et inversement l'épargne des ménages tandis que le revenu total du ménage, la taille de la famille et la profession ont une relation directe significative avec l'épargne du ménage. Teshome et al (2013) ont également analysé les déterminants de l'épargne rurale dans Journal of Economics and Sustainable Development. En lisant leur article, on voit que les ruraux sont capables d'épargner. En effet, sur la base de 700 ménages de l'échantillon, l'étude montre que 79,2% de l'ensemble des ménages de l'échantillon avaient des économies pendant la période d'enquête. De plus, d'après le modèle Tobit utilisé pour l'analyse, neuf variables, à savoir le niveau d'éducation du chef de ménage, les exploitations de bétail, l'accès au service de crédit, le revenu, l'investissement, la participation à la formation, le contact avec les contacts de vulgarisation, les formes d'épargne et les motifs d'épargne ont eu une influence significative sur le montant de l'épargne des ménages. Rijckeghemet et Ücer (2009) dans leur étude intitulée « the evolution and determinants of the Turkish private savings rate : what lessons for policy ? », cherchent à identifier les variables qui expliqueraient le faible niveau d'épargne en Turquie au cours des années 2004 et 2005. Pour se faire, ils utilisent les données d'enquête sur les caractéristiques et les comportements de 8000 ménages turcs. La variable dépendante considérée est le ratio épargne sur revenu disponible. Comme résultat, ils trouvent que le revenu a un effet significatif et positif sur l'épargne et qu'une hausse de 1% du revenu entraînerait une hausse de 23% du ratio épargne sur le revenu. L'âge du chef de ménage n'a pas d'effet sur ce ratio. La taille du ménage mesurée par le nombre d'enfants a un effet significatif et négatif sur le taux d'épargne. Le niveau d'éducation du chef de ménage a un effet significatif et positif sur le taux d'épargne. Oupoh (2003) étudie les déterminants de l'offre de l'épargne financière en milieu rural. Il réalise une enquête auprès de 78 ménages issus de 4 villages de la sous-préfecture de Soubré (Côte d'Ivoire). L'enquête porte sur les comportements d'épargne des ménages vis-à-vis des institutions financières. L'âge a un effet négatif sur l'épargne ; ce qui signifie que plus les individus vieillissent, moins ils épargnent. Le niveau d'étude a un impact positif sur l'épargne mais il reste non significatif. Le revenu a un effet positif et significatif sur le niveau de l'épargne. La variable distance à l'institution financière est significative et a une influence négative sur l'épargne. La principale limite de l'étude tient à la taille de l'échantillon, ce qui expliquerait éventuellement la non-significativité de certaines variables.

Après avoir interrogé la littérature sur la question des déterminants de l'épargne au niveau théorique et empirique, on se rend compte que les déterminants de l'épargne en zone rurale peuvent ne pas être les mêmes qu'en zone urbaine. En zone rurale, le patrimoine, les facteurs socioculturels et démographiques sont essentiels pour comprendre l'épargne des ménages ruraux.

3. Méthodologie et résultat de l'étude

Le modèle Tobit simple permettra de modéliser le comportement d'adhésion à l'épargne des ménages ruraux. Il s'agit non seulement de s'intéresser au fait d'épargner, mais aussi au montant de l'épargne si celui-ci décide d'épargner. On suppose que pour n ménage ($i = 1 \dots n$) on connaît le montant Y_i^* de l'épargne lorsqu'il y a eu décision d'épargner.

Soit une variable latente Y_i^* correspondant à la réponse de la question pour le ménage i . Y_i^* est observée en tant qu'épargne si $Y_i^* > 0$. Cette valeur est notée Y_i .

Ainsi, l'épargne observée Y_i est censurée à gauche, et c'est plutôt Y_i^* qui est linéairement liée aux variables explicatives X_i . Ce qui permet de définir le modèle tobit simple comme suit :

$$Y_i^* = X_i\beta + \varepsilon_i \quad (1)$$

X_i la matrice des valeurs des variables explicatives,

β les coefficients du modèle,

ε_i le terme d'erreur avec $\varepsilon_i \sim \mathcal{N}(0, \sigma_\varepsilon^2)$ et donc $Y_i^* \sim \mathcal{N}(X_i\beta, \sigma_\varepsilon^2)$.

Les valeurs observées de la variable expliquée Y_i sont données par :

$$\begin{cases} Y_i = Y_i^* & \text{si } Y_i^* > 0 \\ Y_i = 0 & \text{si } Y_i^* \leq 0 \end{cases}$$

$$\text{i.e } Y_i = Y_i^* \mathbb{1}_{\{Y_i^* > 0\}}$$

L'estimation de ce modèle se fait par maximum de vraisemblance. Car la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) aboutit à des estimateurs biaisés.

Soient Φ la fonction de répartition de la loi normale centrée réduite ; φ sa fonction de densité et z_i la variable dichotomique définie par :

$$z_i = \mathbb{1}_{\{Y_i^* > 0\}}, i = 1, \dots, N$$

La vraisemblance du modèle pour un échantillon de N ménages est :

$$\mathcal{L}(y, \beta, \sigma) = \prod_{i: y_i=0} \left[1 - \Phi\left(\frac{x_i\beta}{\sigma_\varepsilon}\right) \right] \prod_{i: y_i>0} \left(\frac{1}{\sigma_\varepsilon}\right) \varphi\left(\frac{y_i - x_i\beta}{\sigma_\varepsilon}\right) \quad (2)$$

Les estimateurs sont donnés par :

$$(\hat{\beta}, \hat{\sigma}_\varepsilon) = \text{Arg max}_{(\beta, \sigma_\varepsilon)} \log \mathcal{L}(y, \beta, \sigma_\varepsilon^2) \quad (3)$$

Comme l'a montré Amemiya (1983), avec ce paramétrage en $(\beta, \sigma_\varepsilon)$, la fonction de vraisemblance du modèle Tobit n'est pas globalement concave.

3.1- Source et description des données de l'étude

Les données utilisées, pour effectuer l'étude, proviennent de l'enquête sur le niveau de vie des ménages (ENV_2015) menées en Côte d'Ivoire en 2015. Cette enquête a été réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS) de février à mars 2015. En zone rurale, l'on dénombre 7115 ménages enquêtés. La suite de l'analyse repose sur les 7115 ménages interrogés en zones rurales ivoiriennes.

3.2- Statistiques descriptives

Les données de l'enquête ENV_2015 permettent de catégoriser la situation du niveau de l'épargne des zones rurales ivoiriennes en termes des facteurs sociodémographiques, économique, monétaires, propriété d'actif, géographique, culturels et communautaire.

3.2.1- Caractéristiques sociodémographiques des ménages interrogés

Le niveau de l'épargne rurale peut être différent selon le sexe, le statut matrimonial, le niveau d'alphabétisme, d'éducation et l'occupation.

Tableau 1 : Niveau de l'épargne rurale (en f cfa) en fonction des caractéristiques sociodémographiques

Variables	Observation	Moyenne	Minimum	Maximum	Ecart type	Pourcentage
Sexe	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Féminin	1191	29049,29	0	1000000	82061,38	29,47
Masculin	5924	50022,49	0	8000000	182352,7	37,64
Situation						
Matrimoniale	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Marié	3475	44794,42	0	8000000	176770,8	36,09
Non marié	3640	48151,2	0	4000000	163121,8	36,46
Alphabétisme	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Ni lire ni écrire	4737	40604,88	0	8000000	166045,8	35,21
lire et/ou écrire	2378	58278,24	0	4000000	176837,8	38,39
Education	7085	46233,02	0	8000000	169166,9	36,26
Aucun	4845	42540,83	0	8000000	176431,1	35,48
Primaire	1171	45857,52	0	3600000	153756,8	37,92
Secondaire	991	56611	0	2030000	137626,6	37,34
Supérieur	78	149359	0	1000000	242495,6	46,15
Activité	3305	42336,01	0	3600000	108645,8	38,00
Sans activité	145	30324,14	0	400000	59666,39	31,72
En activité	3160	42887,18	0	3600000	110347,2	38,29

Source : Auteur d'après l'enquête ENV,2015

Le tableau 1 montre que, parmi les 7115 chefs de ménage interrogés en zones rurales ivoiriennes, on dénombre 1191 femmes soit 16,74% et 5924 hommes soit 83,26%. La proportion de ménages dirigés par un homme et une femme ayant une épargne est respectivement de 37,64% et 29,47% et en moyenne les hommes épargnent environ 50000 f cfa par an et les femmes environ 29000 f cfa. Ces statistiques descriptives montrent que les chefs ménages hommes épargnent relativement plus que les femmes. Ce résultat est en désaccord avec certaines études qui ont postulé que les femmes ont une volonté d'épargne supérieure à celle des hommes (Goldstein et Barro, 1999). En outre, les chefs de ménages ruraux mariés ou non épargnent en moyenne respectivement 44795 f cfa et 48150 f cfa. Le statut matrimonial n'a pas d'influence particulière sur la possibilité d'épargner en zones rurales. Aussi, en zone rurales ivoiriennes, le niveau d'instruction est considérablement bas, plus de la moitié de l'échantillon n'ont aucun niveau d'éducation formel et ne savent ni lire ni écrire. En moyenne, les chefs de ménage ayant un niveau d'éducation supérieur épargnent plus que les autres environ 150000f cfa par an et ceux qui n'ont aucun niveau d'éducation sont ceux qui épargnent le moins environ 42500f cfa l'année. Cette description montre l'importance de la formation dans la formation de l'épargne en zones rurales ivoiriennes.

3.2.2- Facteurs monétaires

Le montant de l'épargne rurale peut être différent selon que le ménage rural détienne un compte d'épargne ou qu'il sollicite un crédit (tableau 2).

Tableau 2 : Niveau de l'épargne rurale (en f cfa) selon les facteurs monétaires

Variables	Observation	Moyenne	Minimum	Maximum	Ecart type	Pourcentage
Accès						
crédit	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Non	6070	49291,59	0	8000000	181549,7	37,27
Oui	1045	30364,59	0	720000	69542,57	30,53
Compte						
d'épargne	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Non	2794	30728,7	0	4000000	129218,4	27,13
Oui	4321	56717,18	0	8000000	191014,9	42,19

Source : Auteur d'après l'enquête ENV,2015

En zone rurale, il n'est pas aisé d'expliquer l'épargne des ménages à partir des seuls facteurs monétaires du fait de l'absence des banques et des institutions financières. En effet, dans le total des ménages enquêtés seulement 1045 ont annoncé avoir demandé du crédit et parmi eux ce n'est que 5% qui l'ont obtenu d'une banque ou d'une microfinance et les autres l'ont obtenu en particulier chez des particuliers. Par ailleurs, on observe des données que près de la moitié ont un compte d'épargne mais, ces données ne nous permettent de dire dans quelles structures sont domiciliés ces comptes. Toutefois, ces statistiques préliminaires laissent supposer que, d'une part, les chefs de ménages interrogés qui ont obtenu du crédit en moyenne épargnent relativement moins soit 30300 f cfa dans l'année que ceux qui n'en ont pas sollicités soit environ 49300, et d'autre

part, leur épargne est inférieure à l'épargne des chefs de ménages qui ont affirmé avoir un compte d'épargne qui est de 56700 en moyenne dans l'année.

3.2.3- Facteurs économiques

Le niveau de l'épargne rurale peut varier selon certains facteurs économiques en termes d'exploitation agricole, d'AGR autre qu'agricole et du secteur d'activité (tableau 3).

Tableau 3 : Niveau de l'épargne rurale (en f cfa) tenant compte des facteurs économiques

Variables	Observation	Moyenne	Minimum	Maximum	Ecart type	Pourcentage
AGR	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Non	5752	45464,59	0	8000000	184596,3	34,04
Oui	1363	50930,78	0	735000	83083,14	45,71
Activité Elevage	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Non	5724	42607,41	0	4000000	130717,8	35,43
Oui	1391	62578,11	0	8000000	277668	39,76
Agriculture	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Non	2876	44404,07	0	4000000	146704,2	34,63
Oui	4239	47941,7	0	8000000	184016,1	37,39
Type culture	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Aucune	4458	48884,99	0	4000000	155783,5	35,13
Vivrière	638	28438,09	0	1300000	76864,04	32,76
Exportation	737	59329,92	0	8000000	332218,4	39,21
Les deux	1282	39884,56	0	2000000	96113,79	40,33
Type emploi	4840	43275,57	0	3600000	99027,85	39,55
Informel	4671	38338,2	0	3600000	83596,24	39,14
Formel	169	179739,6	0	1300000	262283,4	50,89

Source : Auteur d'après l'enquête ENV,2015

En zones rurales ivoiriennes, les chefs de ménages qui ont en plus de leurs activités principales (élevage ou agriculture), des activités génératrices de revenus autre qu'agricole, épargnent en moyenne plus que ceux qui n'en ont pas. De plus, ceux qui ont formalisé leur activité ou qui exercent dans les entreprises formelles en moyenne épargnent davantage que ceux qui sont encore dans l'informel. Cela dit, le fait d'avoir une activité économique encourage les ménages ruraux à mettre plus d'argent de côté.

3.2.4- Propriété des actifs des répondants de l'échantillon

Le montant de l'épargne rurale peut être différent selon l'accès à la propriété (tableau 4).

Tableau 4 : Niveau de l'épargne rurale (en f cfa) selon la propriété des actifs

Variabes	Observation	Moyenne	Minimum	Maximum	Ecart type	Pourcentage
Terrain	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Non	5814	42491,02	0	8000000	158244,7	35,24
Oui	1301	64479,75	0	3645000	213622,2	40,89
Habitat	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Non	2073	39789,77	0	2150000	106042,5	34,15
Oui	5042	49275,44	0	8000000	189996,1	37,15
Terre	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Non	2964	43075,1	0	4000000	128926,6	34,35
Oui	4151	48965,64	0	8000000	193940,3	37,65

Source : Auteur d'après l'enquête ENV,2015

Les statistiques descriptives montrent que les chefs de ménage qui détiennent un lot non bâti ou son propriétaire de leur habitat ou encore possèdent une terre cultivable ont en moyenne une épargne plus élevée que ceux qui n'en possèdent pas. On pourrait donc affirmer que la détention de ces actifs a un impact direct sur la formation de l'épargne en zones rurales ivoiriennes.

3.2.5- Facteurs géographiques, culturels et communautaire

Tableau 5 : Niveau de l'épargne rurale (en f cfa) en fonction des facteurs géographiques, culturels et communautaires

Variabes	Observation	Moyenne	Minimum	Maximum	Ecart type	Pourcentage
Région	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Savane	2595	45949,9	0	3600000	169498,8	32,91
Forestière	4520	46834,28	0	8000000	170181,4	38,21
Nationalité	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Non ivoirien	1506	55455,58	0	8000000	233479,6	42,36
Ivoirienne	5609	44110,33	0	4000000	148224,1	34,64
Religion	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Musulman	2917	52140,08	0	8000000	214754,9	36,99
Chrétien	2378	45959,5	0	2030000	109613,6	37,17
Autres	1820	38212,45	0	3645000	152207,5	33,96
Association	7115	46511,73	0	8000000	169921,4	36,28
Non	5824	43359,6	0	4000000	140982,8	35,01
Oui	1291	60731,72	0	8000000	263174,9	41,98

Source : Auteur d'après l'enquête ENV,2015

Dans notre échantillon, lorsque nous distinguons les chefs de ménage vivant en zones de savane et ceux vivant en zones forestières, nous avons en moyenne presque les mêmes montants épargnés l'année soit respectivement 46000 f cfa et 47000f cfa. Cependant, en terme d'activité communautaire telle l'appartenance à un groupe associatif, cela favorise la formation de l'épargne en zones rurales. En moyenne environ 60000 f cfa est mis de côté par les ménages qui appartiennent à une association et environ 43000f cfa pour ceux qui n'appartiennent pas. On observe en outre que, les chefs de ménage interrogés qui sont de confession religieuse musulmane ont en moyenne une épargne supérieure soit 52000 f cfa l'année qu'aux autres ménages appartenant à d'autres religions soient 45900 f cfa et 38200 f cfa respectivement pour les chrétien et les autres. Pour finir, les étrangers qui vivent dans les zones rurales ivoiriennes, en moyenne épargnent plus que les ivoiriens soit environ 55000 f cfa l'année contre 44000 f cfa.

3.3- Présentation et interprétation des résultats

Dans cette sous-section, nous présentons les résultats de l'étude précisant ainsi les déterminants de l'épargne rurale en Côte d'Ivoire. L'estimation économétrique est effectuée à l'aide du modèle Tobit simple. L'analyse statistique réalisée ci-dessus a mis en évidence, les différences de niveau d'épargne selon les facteurs démographiques, monétaire, économiques, propriété d'actifs, facteurs géographique, culturels et communautaire.

Tableau 6 : Résultats des estimations de l'épargne des ménages ruraux en Côte d'Ivoire

	Coefficient	P-value	Effets marginaux
Taille du ménage	-5587,421	0,009 *	-1653,155
Sexe (féminin)			
Masculin	28006,8	0,052 **	16980,42
Age	2837, 94	0,158	839, 6634
Age2	-24, 30121	0,279	-7,190019
Situation matrimoniale (marié)			
Non marié	11670,77	0,231	7416,387
Religion (musulman)			
Chrétien	-23801,26	0,028**	-14504,02
Autres	-42739,34	0,000*	-25452,27
Alphabétisme (ne sait ni lire ni écrire)			
Sait lire ou écrire	19193,19	0,052**	11760,88
En activité (sans activité)			
Etre en activité	46413,98	0,044**	27516,3
Expérience professionnelle	-1772,393	0,001*	-524,3992
Forme de l'emploi (informel)			
Formel	197551,4	0,000*	96625
Activité Génératrice de Revenu (oui)			
Non	-30931,22	0,005*	-18687,2

Elevage d'animaux (oui)			
Non	26314,93	0,028**	15987,28
Accès au crédit (non)			
Oui	-55474,63	0,000*	-37030,28
Terrain (oui)			
Non	-25851,58	0,027**	-15714,56
Habitat (oui)			
Non	-14013,72	0,197	-8640,428
Terre (oui)			
Non	-3116,539	0,760	-1946,543
Etre membre d'une association (oui)			
Oui	-6564,2	0,571	-4083,247
Détention d'un compte d'épargne (non)			
Oui	62417,89	0,000*	36279,5
Ressource	,0188052	0,000*	,0055639

Source : Source : Auteur d'après l'estimation du modèle Tobit simple Significativité : *=1%
=5% et *=10%

Ensuite, nous avons scindé nos données par deux types de sous échantillons. D'un côté, nous avons les ménages ruraux qui sont situés dans les régions de savane et ceux situés dans les zones forestières. De l'autre côté nous avons, les ménages ruraux exerçant une activité agricole et ceux exerçant une activité non agricole. Cette catégorisation est faite dans l'optique d'identifier les éventuelles différences au niveau des facteurs déterminants de l'épargne entre différents groupes de ménages ruraux.

Tableau 7 : Résultats des estimations de l'épargne des ménages ruraux en Côte d'Ivoire selon la zone de résidence et exerçant ou non une activité agricole

Variables	Zones de Savane		Zone Forestière		Ménage agricole		Ménage non agricole	
	Coef	P-value	Coef	P-value	Coef	P-value	Coef	P-value
Taille du ménage	(+)	0,012	(-)	0,469	(-)	0,033	(-)	0,115
Sexe(masc)	(-)	0,945	(+)	0,020	(+)	0,330	(+)	0,081
Age	(+)	0,283	(+)	0,450	(+)	0,072	(+)	0,887
Age2	(-)	0,327	(-)	0,577	(-)	0,124	(+)	0,913
Statut(non marié)	(+)	0,082	(-)	0,601	(+)	0,311	(+)	0,741
Religion								
Chrétien	(-)	0,068	(-)	0,314	(-)	0,240	(-)	0,169
Autres	(-)	0,004	(-)	0,041	(-)	0,000	(-)	0,925
Alphabétisme(lire ou écrire)	(+)	0,020	(+)	0,656	(+)	0,535	(+)	0,169
Occupation	(+)	0,028	(+)	0,317	(+)	0,152	(+)	0,181

Expérience professionnelle	(-)	0,062	(-)	0,044	(-)	0,012	(-)	0,164
Forme de l'emploi(formel)	(+)	0,000	(+)	0,000	(+)	0,000	(+)	0,000
AGR(non)	(-)	0,022	(-)	0,058	(-)	0,000	(-)	0,962
Elevage animaux(oui)	(+)	0,571	(+)	0,025	(+)	0,051	(+)	0,099
Accès au crédit (oui)	(-)	0,001	(-)	0,005	(-)	0,003	(-)	0,003
Terrain (non)	(-)	0,002	(-)	0,791	(-)	0,268	(-)	0,026
Habitat (non)	(-)	0,080	(+)	0,886	(-)	0,223	(-)	0,224
Terre (non)	(-)	0,399	(+)	0,793	(-)	0,460	(-)	0,645
Membre association (non)	(+)	0,524	(-)	0,220	(-)	0,485	(-)	0,630
Compte d'épargne (oui)	(+)	0,445	(+)	0,000	(+)	0,000	(+)	0,000
Ressource	(+)	0,000	(+)	0,000	(+)	0,000	(+)	0,000

Source : Auteur d'après l'estimation du modèle Tobit simple

Les résultats présentés dans les tableaux 6 et 7, totalisent 19 variables explicatives. Ces variables sont entre autres; la taille du ménage, le sexe, l'âge, l'âge², le statut matrimonial, la religion, l'alphabétisme, l'activité professionnelle, l'expérience professionnelle, le type d'emploi, l'Activité Génératrice de Revenu, l'élevage, l'accès au crédit, terrain, l'habitat, terre, membre d'une association, compte d'épargne et Ressource. Et parmi ces variables, 13 ont une influence significative sur la possibilité d'épargner des ménages en zone rurales ivoiriennes. Il s'agit des variables sexe, alphabétisme, occupation, secteur d'emploi, élevage d'animaux, compte d'épargne et revenu qui affectent positivement la possibilité d'épargner en zones rurales ivoiriennes et les variables taille du ménage, religion, AGR, expérience professionnelle, l'accès au crédit et terrain qui ont un impact négatif.

En effet, les ménages ayant un homme comme chef ont la possibilité d'épargner plus que les femmes chef de ménages. Nous avons effectué cette distinction selon le genre parce que certaines études ont montré que, les femmes comparativement aux hommes, épargnaient plus, dans l'optique d'assurer l'éducation et la santé de leurs enfants. Contrairement aux hommes, les femmes gèreraient mieux leur portefeuille. Les résultats relatifs aux ménages vivant dans les zones de savane ivoiriennes sont conformes à leur conclusion. Cependant, la variable sexe n'est pas significative. En outre, lorsque le chef de ménages sait lire et/ou écrire, exerce une activité ou travail dans le secteur formel, cela accroît la capacité d'épargner en zone rurale. Aussi, posséder du bétail ou de la volaille ou encore un compte d'épargne incite les ménages ruraux à épargner davantage. La relation positive entre le fait de détenir un compte d'épargne et la possibilité d'épargner confirme les résultats effectués par les économistes du développement pour qui faudrait intervenir en offrant des comptes d'épargne aux pauvres ce qui leur permettra d'augmenter leur niveau d'épargne. Les résultats liés à l'impact du revenu attestent la relation positive entre l'épargne et le revenu. Lorsque le revenu augmente de 1 f cfa, l'épargne des ménages ruraux augmente de 0,006 f cfa.

Par contre, la taille du ménage a un impact négatif sur la possibilité d'épargner en zone rurale ivoirienne. Plus la taille du ménage est grande, cela peut contraindre le chef de ménage à réduire son épargne au profit d'une consommation plus élevée dans le ménage.

4. Conclusion et recommandations

Cet article nous a permis d'estimer un modèle économétrique de la décision d'adhésion à l'épargne des ménages ruraux et de mettre en lumière, les différents facteurs déterminants de l'épargne rurale en Côte d'Ivoire. L'analyse descriptive montre qu'en fin d'année précédant l'enquête, 36,28% des chefs de ménages enquêtés ont déclaré avoir mis de l'argent de côté en zone rurale ivoirienne avec un montant moyen estimé à 128200 f cfa l'année. L'analyse économétrique montre que, les variables explicatives significatives et déterminantes de l'épargne des ménages ruraux en Côte d'Ivoire sont la taille du ménage, le sexe, la religion, l'alphabétisme, l'occupation, l'expérience professionnelle, le secteur de l'emploi, les AGR, l'élevage d'animaux (bétail, volaille), le non accès au crédit, la détention d'un terrain, la détention d'un compte d'épargne et le revenu. En effet, le sexe, l'alphabétisme, l'occupation, le secteur de l'emploi, l'élevage d'animaux le compte d'épargne et le revenu ont un impact positif sur la décision d'épargner des ménages ruraux en Côte d'Ivoire. Tandis que, la taille du ménage, la religion l'expérience professionnelle, l'AGR, le crédit et la possession de terre ont un impact négatif. Nos résultats se confirment tant pour les ménages ruraux des zones de savane que forestière, et tant pour les ménages exerçant une activité agricole que pour ceux exerçant une activité non agricole. Sur la base des résultats obtenus, l'étude suggère que :

- Le gouvernement initie des programmes alphabétisations à l'endroit des populations rurales surtout celles vivant dans les zones de savane et fournisse du matériel éducatif et des bourses aux élèves et étudiants. Cela permettra s'accroître davantage l'épargne des ménages ruraux.
- En outre, les professionnels du développement doivent mettre en place des programmes d'appui aux activités génératrices de revenu autre qu'agricole axées sur l'entrepreneuriat féminin. Ce qui favorisera la création d'emploi en zones rurales ivoiriennes et permettra aux ménages ruraux d'être occupé à exercer une activité donc épargner plus
- L'Etat doit créer dans les zones rurales, un cadre formel et environnemental propice au développement en procédant par exemple, à la formalisation des entreprises même les nano-entreprises.
- Aussi, aux autorités financières d'étendre leurs activités vers les zones rurales, en initiant des actions commerciales axées sur l'épargne plutôt que le crédit. Et de favoriser la mise en place d'une chaîne de valeur dans le domaine de la finance inclusive. Cette chaîne fera intervenir ces quatre principaux acteurs, à savoir les populations, les groupes et associations villageoises d'épargne et de crédit, les microfinances et les banques commerciales.

Cette étude montre en effet que les ménages agricoles ruraux épargnent en fonction de leur faible statut économique. Cependant, ces ménages ayant principalement recours aux institutions d'épargne informelles, leur épargne est à peine retracée dans le compte national. Sur le plan politique, des efforts devraient être faits pour encourager les ménages ruraux à épargner par le biais de formations et en utilisant le canal formel.

Bibliographie

Abdelkhalek, T, Arestoff F, El mekkaoui de Freitas N, Mage-Bertomeu S (2012) "Les déterminants de l'épargne des ménages au Maroc: une analyse par milieu géographique." *Région et Développement* 35 : 195-214.

Amemiya T (1983) Non linear regression models. In: Handbook of Econometrics, edited by Griliches, Z. and Intriligator, M. D. North-Holland Publishing Company. vol 1 pp 334-389.

Ando A, Modigliani F (1963) "The Life Cycle Hypothesis of Saving: Aggregate Implications and Tests." *American Economic Review*. Published by: American Economic Association, Vol. 53, No. 1, Part 1: 55-84.

Azeref A G, Gelagil Y T (2018) « Determinants of Rural Household Saving: The Case of North Shewa Zone, Amhara Regional State, Ethiopia » *Journal of Investment and Management* Vol. 7, No. 5, 2018, pp. 151-156. doi: 10.11648/j.jim.20180705.13

Banerjee A, Duflo E (2011) "Poor Economics : A Radical Rethink of the Way to Fight Global Poverty." *New York : Public Affairs*, Issue ISBN 978-1-58648-798-0 : 303.

Brunie A, Rutherford D, Keyes E B, Field S (2017) "Economic benefits of savings groups in rural Mozambique." *International Journal of Social Economics*, Vol 44 Issue: 12 : 1988-2001.

Chowa N A G, Masa D R, Ansong D (2012) "Determinants of saving among low-income individuals in rural Uganda: Evidence from assets Africa." *Advances in Applied Sociology* vol 2, 4 : 280-291.

Dauner G I (2004) "Cash or cows? household saving and portfolio choices in developing countries." dans *Thèse de doctorat*, Département d'économétrie et d'économie politique, Université de lausanne.

Demigüç-Kunt A, Klapper L D, Singer P, Oudheusden V P (2014) « The Global Findex Database 2014: Measuring financial inclusion around the world ». *World Bank Policy Research Working paper 7255: the World Bank, Washington, D.C.*

Demirgüç-Kunt A, Klapper L, Singer D, Ansar S, Hess J (2018) « The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution ». *World Bank*, Washington, DC.

Duesenberry J S (1949) « Income, Saving and the Theory of Consumer Behavior ». Harvard University Press, Cambridge, MA

ENV. (2015) " Enquête sur le Niveau de Vie des ménages en Côte d'Ivoire", *Rapport rédigé par l'Institut National de la Statistique* : 91.

Friedman M (1957) The permanent income hypothesis. In: A theory of the consumption function, Publisher by : Princeton University Press, Vol ISBN: 0-691-04182-2 : 20-37.

Guérin I (2018) "Pourquoi les pauvres n'épargnent-ils pas?" *La découverte, Regards croisés sur l'économie* 22: 35-45.

Karlan D, Ratan A L, Zinman J (2014) "Savings by and for the poor: A Research Review and Agenda." *Review of Income and Wealth* 60 : 36-78

Keynes J M (1971) Théorie générale de l'emploi , de l'intérêt et de la monnaie dans Tradition française, Paris: La petite bibliothèque Payot.

Mwansakilwa C, Tembo G, Zulu M M, Wamulume M (2017) "Village savings and loan associations and household welfare: Evidence from Eastern and Western Zambia." *African Journal of Agricultural and Resource Economics* 12 (1) : 85-97.

Nurkse R (1953) Problems of capital formation in underdeveloped countries, *Oxford university press*.

Oupoh O E (2003) Déterminants et mobilisation de l'épargne rurale en Côte d'Ivoire, mémoire soutenu pour l'obtention du Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées DESS, en Analyses Statistiques Appliquées au Développement, option Développement Local et Sectoriel.

Rijckeghem C V, Ücer M (2009) "The evolution and determinants of the turkish private saving rate: what lesson for policy?" *Economic Research Forum, Research Report Serie n°09-01*.

Rutherford S (2002) Comment les pauvres gèrent leur argent? Dan: *Karthala édition* : 165.

Teshome G, Kassa B, Emanu B, Haji J (2013) "Determinants of rural household savings in Ethiopia: the case of East Hararghe zone, Oromia regional state." *Journal of Economics and Sustainable Development*, ISSN 2222-1700 (Paper) ISSN 2222-2855 (Online) vol 4, n°3.

Thaler R H, Benartzi S (2004) « Save More Tomorrow™ : Using Behavioral Economics to Increase Employee Saving », *Journal of Political Economy* Vol. 112, No. S1, Papers in Honor of Sherwin Rosen: A Supplement to Volume 112 (February 2004), pp. S164-S187. Published by: The University of Chicago Press

Say J B (1803) « Traité d'économie politique » Paris, décembre 2011 Institut Coppet pp 393